

*L'Adresse*

chés commerciaux qui s'offrent dans les autres régions du monde.

Pour nous, le but de la politique économique est évidemment de rendre le Canada aussi prospère que possible tout en respectant l'environnement, mais aussi d'augmenter notre commerce non seulement avec les États-Unis, mais avec les pays asiatiques du bassin du Pacifique qui croissent si rapidement et offrent tant de débouchés commerciaux aux pays qui sont prêts à y faire des affaires.

Je pense que le gouvernement a commis une erreur quand il a établi des règles commerciales particulières avec les États-Unis, lesquelles qui ont fortement incité les sociétés à s'installer aux États-Unis et à exporter au Canada plutôt que de s'installer au Canada et d'exporter aux États-Unis. Dans notre ville, par exemple, 40 usines ont fermé boutique et transféré leur production aux États-Unis et au Mexique depuis un an.

Ce n'est pas ainsi qu'on assurera la prospérité du Canada, monsieur le Président. On l'assurera plutôt en gardant ces usines ici et en exportant aux États-Unis et dans les autres pays du monde.

Je tiens à dire aussi que la région du Canada que représente le député—j'en reviens—souffrira autant que la mienne, maintenant que les portes du Canada ont été ouvertes aux importations de blé des États-Unis.

Beaucoup de cultivateurs de l'ouest du Canada m'ont dit que les conséquences de cette mesure seraient aussi catastrophiques pour l'ouest du Canada que les dispositions de l'Accord de libre-échange concernant les produits manufacturés l'ont été pour l'Ontario.

**M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt):** Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de regarder attentivement le discours du Trône. Il y a là certains passages que je voudrais vous lire:

—que le Gouvernement du Canada représente tous les Canadiens; et que tout changement passe nécessairement par le compromis raisonnable et la conciliation, en pleine connaissance de cause, des intérêts de tous.

Au moment où nous nous parlons, 37 p. 100 de notre population est constituée de Canadiens qui, si nous voulions les caractériser, pourraient être qualifiés d'ethno-Canadiens et qui sont arrivés dans ce pays depuis 1947. Statistique Canada nous dit qu'en l'an 2000, 58 p. 100 de

la population canadienne sera autre chose que francophone ou anglophone d'origine.

Si nous regardons ce que peut-être un francophone ou un anglophone, disons qu'un anglophone pourrait être quelqu'un des îles britanniques, d'Irlande ou d'Écosse. Il n'y a rien dans ce discours du Trône qui traite clairement et précisément des besoins de ceux qui sont venus ici au cours des 50 dernières années.

On n'invite nulle part ces gens venus dans le dernier demi-siècle à s'asseoir à la table de négociations pour parler de l'avenir du Canada.

Ma question au député, par votre intermédiaire, monsieur le Président, est celle-ci: N'est-il pas d'avis que si nous n'invitons par les ethno-Canadiens à la table de négociations pour parler de l'unité canadienne, nous pourrions, en 2010, nous retrouver avec de petits groupes d'intérêt dans différentes régions du pays qui diraient qu'on ne leur a pas demandé leur avis. Par conséquent, nous voudrions être invités à négocier notre avenir au Canada dès maintenant. Faute de quoi, dans 20 ans, nous pourrions avoir à renégocier la Constitution de nouveau. Pourquoi ne pas regarder 20 ans en avant et inviter ces groupes dès maintenant?

**M. Langdon:** Monsieur le Président, j'estime que c'est une question très importante.

La semaine prochaine, nous avons rendez-vous avec le Conseil ethnoculturel du Canada qui rencontre tous les partis. Je ne sais jamais dans quelle catégorie je m'insère. Étant donné mes origines celtiques et irlandaises, je pourrais être britannique ou encore anti-britannique. Je ne sais pas au juste.

Il importe que, nous les parlementaires, nous nous rendions compte que notre pays est en évolution. À mon avis, le pays évolue de façon positive en rassemblant de plus en plus de gens d'origines diverses.

Dans ma circonscription, nous trouvons une très grande communauté d'origine chinoise, une grande population de sikhs et d'hindous. On compte aussi un grand nombre de personnes de divers pays européens. Nous trouvons aussi, dans ma circonscription, de plus en plus de gens originaires du Moyen-Orient, notamment du Liban et de l'Iran. Je pense que cette immigration injecte une énergie nouvelle dans notre communauté et notre pays.